

**La responsabilité de l'assassinat de Rémi Fraise, c'est
le gouvernement Hollande-Valls-Macron-Pinel**

Front unique des organisations du mouvement ouvrier et de la jeunesse pour :

**A bas la répression !
Liberté de réunion et de manifestation !
Justice pour Rémi Fraise !**

Dans la nuit du 25 au 26 octobre 2014, à 1 heure 40, lors d'une protestation contre le barrage de Sivens, Rémi Fraise, 21 ans, a été foudroyé par une grenade offensive lancée par la gendarmerie. Les gendarmes ont immédiatement récupéré le corps « *tiré à terre sur quarante mètres comme un sac de pommes de terre* » selon un témoin. Le lieu, taché de sang, a été dans un premier temps sécurisé par des manifestants. Dans les minutes qui ont suivi, le procureur et le préfet ont été informés. Il ne fait plus aucun doute qu'avant la fin de la nuit les plus hautes autorités de l'Etat, le président de la République François Hollande, son Premier ministre, Manuel Valls, et le ministre de l'intérieur, Bernard Cazeneuve, ont été informés de la mort de Rémi Fraise et de la cause réelle de sa mort.

Le gouvernement s'est mobilisé pour tenter de maquiller le crime et de brouiller les pistes. Rémi Fraise n'était-il pas un « casseur » ? Son sac à dos portait des traces de TNT : n'a-t-il pas été sa propre victime ? Un dispositif de protection des installations et des matériels aurait été soi-disant nécessaire. Il aurait fallu prévenir des affrontements avec les partisans du barrage. A partir du moment où il ne pouvait plus être caché que l'arme était une grenade offensive, la gendarmerie a soutenu qu'un seul engin avait été lancé. Pendant deux jours, le gouvernement s'est retranché dans le silence : aucune déclaration.

Mais peu à peu la vérité a éclaté au grand jour. Rémi Fraise, titulaire d'un BTS de protection et gestion de la nature, était un militant écologiste lié à France Nature Environnement, considéré par ses amis comme étant doux, honnête, gentil et pacifiste. Il s'était rendu sur les lieux du barrage accompagné par son amie. Il n'était, selon les témoins, ni cagoulé ni armé et pas même casqué. Dès lundi 28 octobre, le procureur de la République d'Albi devait avouer : « *La plaie importante située en haut du dos de Rémi Fraise a été causée selon toute vraisemblance par une explosion* ». Ce n'est pas une seule grenade offensive qui a été lancée. Plus de 700 grenades en tout genre ont été lancées dont 42 dites offensives. Manuel Valls s'était rendu dans la région pour soutenir le projet. La FNSEA avait menacé s'il y avait abandon du projet que « *ce serait inévitablement le chaos : la FNSEA bloquerait les routes avec ses tracteurs* ». Il fallait une bonne fois pour toute en finir avec les « Zadistes ».

Rémi Fraise a été assassiné. Le coupable, c'est le gouvernement Hollande-Valls-Macron-Pinel

L'avocat de la famille de Rémi Fraise interroge. Il doit être cité : « *Pourquoi le préfet du Tarn a appelé à une extrême sévérité à l'égard des manifestants du barrage de Sivens ?* » ; « *Pourquoi des militaires en si grand nombre et surarmés étaient présents en face du rassemblement pacifique auquel Rémi Fraise participait alors qu'il n'existait ni bien ni personne à protéger ce soir-là ?* » ; « *pourquoi enfin ces militaires ont-ils délibérément jeté une grenade contenant exclusivement des explosifs, une grenade utilisée pendant la première et la seconde guerre mondiale contre les Allemands, une grenade qui a causé sa mort sur le coup en le mutilant atrocement ?* »

La gendarmerie c'est l'armée. C'est l'armée qui a été envoyée contre les manifestants. Est-ce étonnant de la part de ce gouvernement ? Manuel Valls a une idole et un modèle : Georges Clemenceau. Le portrait de Clemenceau trônait dans son bureau lorsqu'il était ministre de l'intérieur de François Hollande.

Entre Clemenceau et Jaurès, entre le chef de l'union sacrée pour soumettre le prolétariat à la première guerre impérialiste et celui qui a été assassiné pour avoir combattu contre la boucherie, Valls a choisi sans hésitation le premier. Georges Clemenceau ? Ministre de l'Intérieur de mars à octobre 1906 puis président du Conseil jusqu'en 1909, ce dernier revendiquait d'être « *le premier flic de France* ». Au pouvoir pendant cette période, Clemenceau s'est distingué par l'envoi massif de l'armée pour casser et faire tirer sur les manifestations ouvrières et de vigneronnes. A son actif, la mise en état de siège de Paris pour casser le combat des fonctionnaires en lutte pour obtenir le droit de grève. A son actif, des dizaines de prolétaires tombés sous le feu de la mitraille. A son actif, la répression massive contre les dirigeants et les militants de la CGT. A son actif, les premières lois répressives contre « les gens du voyage » et les Tsiganes (on comprend d'où vient l'acharnement de Valls contre les immigrés et particulièrement les Roms !).

L'envoi de la gendarmerie, c'est d'abord le gouvernement, inspiré par Valls, qui l'a commandité. Dès sa première déclaration, Valls a pris la défense des gendarmes : « *je n'accepterai pas la mise en cause des policiers et des gendarmes* ». Le gouvernement a donné l'ordre aux préfets d'interdire a priori toute manifestation, ce qui a été notamment le cas à Toulouse et Lille. Il a utilisé les

« casseurs », manipulés par les flics, pour dénigrer toute manifestation spontanée de la jeunesse. Il a reçu le plein soutien de Claude Guéant, le sinistre ministre de l'Intérieur de Nicolas Sarkozy.

Un silence assourdissant

Plus que le fracas des grenades offensives, un silence assourdissant. Si le gouvernement a pu se taire dans un premier temps, c'est d'abord parce que, à ce jour, les dirigeants des confédérations ouvrières, CGT et CGT-FO ont gardé le silence. Plus que le fracas des grenades offensives, le « chuchotement » à peine perceptible des dirigeants de la FSU, de l'UNEF, de l'UNL et de la FIDL. Ils ont au plus exprimé leur « compassion » avec la famille et s'en sont remis au gouvernement pour que la vérité soit faite. De nulle part, aucun appel à la mobilisation contre la répression de la police et de l'armée, pour que justice soit faite.

Dès le 28 octobre, des milliers de jeunes ont cherché à se mobiliser. Livrés à eux-mêmes du fait de la capitulation des dirigeants des confédérations ouvrières, de la FSU et de l'UNEF, ils ont été victimes des provocations organisées par les « casseurs » et la police. Des dizaines de jeunes manifestants ont été arrêtés et sont sous le coup d'inculpation. Le gouvernement craint par-dessus tout que la jeunesse s'engage dans le combat contre la répression.

A partir du 6 novembre, des centaines de lycéens parisiens ont engagé un blocage de lycées. La FIDL a en réalité condamné ce mouvement spontané en déclarant : « *le blocage des lycées est une réponse virulente face à cette situation, déjà plus que violente, mortelle. Le père de Rémi Fraisse a appelé à la non-violence, il y a quelques jours, respectons sa volonté. De plus nous ne voulons pas que de l'huile soit jetée sur un sujet aussi brûlant que la mort d'un jeune* ». Le gouvernement, avec le ministre Cazeneuve en première ligne, ont fait l'amalgame entre les manifestants et les provocateurs. Ils ont été relayés par le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, et par son féal Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement, pour condamner « la violence ».

Combattre ce gouvernement de guerre contre la jeunesse

L'assassinat d'un jeune lors d'une manifestation est le premier qui intervient depuis celui de Malik Oussekinge en décembre 1986 par la police de Chirac et Pasqua. Cazeneuve a pris le soin d'insister sur le fait qu'il n'y avait aucun rapport entre les deux meurtres.

Oui il y a un rapport : dans les deux cas c'est la violence de l'Etat bourgeois pour mater la jeunesse qui s'est exprimée. La mort de Malik Oussekinge est intervenue alors que les étudiants étaient massivement en grève contre le projet de loi Devaquet après avoir manifesté par centaines de milliers par deux fois devant l'Assemblée nationale, les 27 novembre et 3 décembre 1986. Les dirigeants des confédérations ouvrières et de la fédération enseignante, la FEN ont alors été submergés d'appels de leurs syndicats pour qu'ils organisent le combat. Menacé d'une grève générale, le gouvernement Chirac a capitulé. Il a retiré son projet, subissant ainsi une défaite décisive.

Le gouvernement Hollande-Valls-Macron-Pinel est un gouvernement de guerre contre la jeunesse. Au service du capital, il voue la jeunesse à la surexploitation, à la déqualification et au chômage. Pour parvenir à ses fins, il frappe, il réprime, il emprisonne, il expulse de jeunes lycéens et étudiants étrangers et il tue.

Face à ce gouvernement, la jeunesse étudiante et lycéenne cherche à combattre. Le devoir du mouvement ouvrier est d'être à ses côtés et de la protéger contre l'Etat bourgeois.

La responsabilité des dirigeants des confédérations CGT et FO, de la FSU et de ses syndicats, de l'UNEF et des organisations lycéennes UNL et FIDL est totale.

Elles doivent réaliser un front uni pour affronter le gouvernement :

- **A bas la répression de l'armée et de la police**
 - **Justice pour Rémi Fraisse**
 - **Non à toute interdiction de manifester**
- **Libération et la levée des poursuites contre les manifestants**

Leur responsabilité est d'appeler à manifester sur ces mots d'ordre.

Le 12 novembre 2014